



Informations du Guatemala

2^e année / N° 51

du 17 au 23 décembre 1983

POLITIQUE

Le Guatemala ne participera pas aux manoeuvres militaires dans la région
Un fonctionnaire de l'AID fuit le pays
On intercepte des armes israéliennes destinées au Guatemala
La tension entre Washington et le Guatemala
Le corps diplomatique et l'isolement international
Les groupes politiques rejettent la loi électorale
Un dirigeant conservateur assassiné

ECONOMIE

Chicoy : des millions à flot
Corruption au ministère de la Santé
Le budget 1984 approuvé
Les pressions du FMI
Crise dans le secteur du coton

CONTRE-INSURRECTION

Gaspar Ilom : La contre-insurrection n'a aucune chance
Les forces de sécurité en état d'alerte
Inauguration d' "un village modèle"

INSURRECTION

Armée Guérillera des Pauvres
Forces Armées Rebelles
Organisation du Peuple en Armes
Communiqué de l'URNG
Un chef militaire : Nous avons subi des pertes

EGLISE

Le Pape demande que l'on respecte le peuple guatémaltèque
La conférence Episcopale condamne l'assassinat du séminariste

DROITS DE L'HOMME

Assassinés, enlevés, blessés
Le gouvernement ne respecte pas le droit humanitaire
On abuse des patrouilleurs civils
Un camion militaire cause la mort de 8 personnes

POLITIQUE

LE GUATEMALA NE PARTICIPERA PAS AUX MANOEUVRES MILITAIRES DANS LA REGION

Le général Oscar Mejia Victores, chef de l'Etat, et le ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, ont fait savoir le 20 décembre que le Guatemala ne participerait pas aux manoeuvres militaires effectuées en commun par les pays d'Amérique Centrale.

"La participation aux manoeuvres au Honduras ne nous interesse pas", a déclaré Mejia. "Nous avons un problème et nous le résoudrons seuls, nous n'avons d'engagement avec personne", a-t-il ajouté, se référant à l'insurrection au Guatemala.

Ils démentaient ainsi les déclarations faites le 19 par le chef des Forces Armées du Honduras, le général Gustavo Alvarez, selon lesquelles les troupes guatémaltèques participeraient aux manoeuvres AHUAS TARAS III.

De l'avis des observateurs politiques, les déclarations de Mejia et de Andrade visent à faire pression sur le gouvernement des Etats-Unis : l'armée guatémaltèque ne prendra pas part activement au conflit en Amérique Centrale si Washington ne renouvelle pas l'aide économique et militaire au Guatemala.

UN FONCTIONNAIRE DE L'AID FUT LE PAYS

Don Enos, employé de l'Agence Internationale pour le Développement (AID), a dû quitter précipitamment le Guatemala le 4 décembre, après avoir reçu plusieurs menaces de mort ; il enquêtait sur la mort de Felipe Ralac Xiloj et de Julieta Esperanza Sanchez, employés locaux de l'AID.

Relac et Sanchez avaient été enlevés par les forces de l'ordre à la mi-octobre. Leur corps carbonisés ont été découverts à l'intérieur d'un véhicule dans l'Ouest du pays, le 11 novembre. Selon les autorités, il s'agit d'un accident de la circulation.

Des travailleurs de l'AID au Guatemala, qui demandent à conserver l'anonymat, assurent que Don Enos avait découvert la preuve de l'assassinat de ses deux collègues par les forces de l'ordre.

ON INTERCEPTE DES ARMES ISRAELIENNES DESTINEES AU GUATEMALA

Selon une information du 22 décembre de la chaîne de télévision "ABC", les autorités douanières de Floride, Etats-Unis, ont intercepté un chargement de 12.000 fusils en provenance d'Israël, à destination du Guatemala, sur le cargo "New Orleans".

Les autorités guatémaltèques n'ont rien déclaré à ce sujet.

D'après la douane nord-américaine, il s'agit de fusils datant de la seconde guerre mondiale. Le chargement est estimé à 600.000 dollars (50 dollars l'unité) ; il ne figurait pas sur les registres de transport du "New Orleans".

LA TENSION ENTRE WASHINGTON ET LE GUATEMALA

Lors d'une conférence de presse tenue le 20 décembre à Mexico, les membres de la Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque (RUOG) ont déclaré que la tension entre Washington et le Guatemala est chaque jour plus perceptible.

Selon Gabriel Aguilera Peralta, Rolando Castillo Montalvo et Gilberto Castaneda, la tension est due aux excès commis par le régime de Mejia Victores en ce qui concerne les droits de l'homme, ce qui entrave la stratégie belliciste de l'administration Reagan en Amérique Centrale.

LE CORPS DIPLOMATIQUE ET L'ISOLEMENT INTERNATIONAL

Le général Mejia Victores, chef de l'Etat, a demandé le 22 aux ambassadeurs en poste au Guatemala d'informer leurs gouvernements "de l'action positive réalisée par l'armée dans le pays, pour compenser l'information négative qu'ils ont déjà fait circuler".

"Il y a quelques jours, à l'ONU, on a accusé à tort le Guatemala de ne pas respecter les droits de l'homme", a déclaré Mejia, se référant à la résolution de censure votée contre son régime le 16 décembre ; "on a accusé l'armée de massacrer, de détruire, mais on n'a jamais dit que l'armée reconstruit, je vous demande d'être sincères envers vos gouvernements".

LES GROUPES POLITIQUES REJETTENT LA LOI ELECTORALE

Le 18 décembre, les secteurs politiques ont unanimement rejeté le projet de loi électorale présenté par le gouvernement. Ils jugent que "l'ouverture politique" n'est qu'une "apparence".

Selon Enrique de Leon, analyste du Centre d'Etudes Politiques, 30 groupes politiques environ pensent que la loi électorale en question reflète la position des gouvernements actuels, qui "cherchent à sauvegarder leurs intérêts et à se maintenir au pouvoir". L'Assemblée Nationale que l'on veut mettre en place ne sera qu'un organe subordonné à la présidence.

UN DIRIGEANT CONSERVATEUR ASSASSINE

Ruben Pinto Guerra, dirigeant du Mouvement de Libération Nationale (MLN, parti conservateur), a été assassiné en pleine rue le 16 décembre à Vado Hondo, département de Chiquimula (Est du pays).

Dans un communiqué publié le 17, le MLN accuse le gouvernement et exige le châ-timent des responsables de l'assassinat ; en cas de refus, le MLN portera les faits devant la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU.

L'assassinat de Pinto Guerra porte à 16 le nombre d'hommes politiques de diverses tendances assassinés ou enlevés par les forces de l'ordre depuis le mois d'octobre.

E C O N O M I E

CHICOY : DES MILLIONS A FLOT

Le 22, les techniciens travaillant sur le projet de la centrale hydroélectrique de Chixoy ont révélé que de graves défauts dans la construction du barrage et des canaux de conduction d'eau entraîneront plusieurs millions de perte au gouvernement en 1984.

Le gouvernement devra déboursier quelques 120 millions de dollars en 1984 pour remettre en fonctionnement plusieurs constructions termoélectriques qui avaient été fermées ; les coûts de réparation de la centrale hydroélectrique sont estimés à plusieurs centaines de millions de dollars.

La centrale a été construite sous les gouvernements militaires de Laugerud Garcia, Lucas Garcia et de Rios Montt. Elle a été inaugurée le 25 janvier de cette année. Le budget initial était de 750 millions de dollars, mais le coût réel de la centrale a pratiquement atteint 1000 millions de dollars ; la construction a été financée en grande partie par des organismes internationaux de crédit.

D'après les techniciens, la suspension de la production d'électricité à Chixoy entraînera forcément une certaine restriction de la consommation d'énergie électrique.

CORRUPTION AU MINISTERE DE LA SANTE

L'entreprise allemande "Hospitalia International" qui travaille depuis plusieurs années dans l'équipement et la maintenance hospitaliers a accusé le 18 décembre le gouvernement "d'abus de pouvoir et d'illégalité notoire".

Elle dénonce l'octroi par le ministère de la Santé d'une concession de 2 millions de dollars au consortium "Tecnicas medicas y servicios de Guatemala SA", alors qu'un accord avait été conclu quelques jours auparavant avec "Hospitalia International y Construcciones SA" pour la somme de 1,5 millions de dollars.

LE BUDGET 1984 APPROUVE

Le budget général des dépenses de la Nation a été approuvé le 16 décembre ; il s'élève à 314 millions de quetzales (1 quetzal = 1 dollar). On enregistre une diminution de 15,5% dans le domaine de l'éducation et de 20,8% dans celui de la santé par rapport au budget précédent.

Les porte-parole du ministère des Finances ont précisé que le budget le plus élevé est celui de la Défense (144,7 millions). D'autres affectations du budget, telles celles destinées à l'Intérieur, à la présidence et aux dépenses confidentielles sont également consacrées à la sécurité ; le budget de la Défense dépasse donc les 40% du total.

LES PRESSIONS DU FMI

Le ministre de l'Economie, Leonel Hernandez Cardona, a fait savoir le 20 décembre que le Fonds Monétaire International exerçait des pressions sur le gouvernement pour qu'il dévalue le quetzal.

Le ministre a d'autre part déclaré qu'il était possible que le Guatemala abandonne le Marché Commun Centre-Américain (MERCAMUN) car "il vaut mieux perdre le MERCAMUN et sauver le marché guatémaltèque".

En novembre, le gouvernement a pris des mesures restreignant la liberté du commerce dans la région ; il a été sévèrement critiqué par les secteurs nationaux du commerce et de l'industrie et les pays de la région ont fermé leurs frontières aux produits guatémaltèques.

CRISE DANS LE SECTEUR DU COTON

Les représentants du secteur du coton ont annoncé le 20 décembre que 80% de la récolte actuelle étaient perdus, en raison du manque de soutien financier de la banque d'Etat et des banques privées.

Cette mauvaise récolte aura des répercussions sur l'entrée des devises dans le pays. Ces dernières années, le coton était, après le café, le second produit d'exportation agricole.

CONTRE-INSURRECTION

GASPAR ILOM : LA CONTRE-INSURRECTION N'A AUCUNE CHANCE

La contre-insurrection au Guatemala "est une stratégie ayant des effets conjoncturels et des incidences tactiques, mais qui n'est pas basée sur les lois historiques du développement économique et social", a déclaré le 23 décembre Gaspar Ilom, commandant en chef des forces de l'ORPA, au journal mexicain "Excelsior".

Dans son article, le journaliste J. Rodriguez Abreu analyse le livre publié récemment : "Guatemala : El fracaso de la contrainsurgencia y la nueva dictadura", où le commandant Gaspar Ilom étudie le développement et l'échec de la stratégie contre-insurrectionnelle au Guatemala ces 20 dernières années.

"La contre-insurrection, dit Gaspar Ilom, n'a aucune perspective historique en raison des objectifs qu'elle poursuit, des intérêts qu'elle défend et de l'ennemi auquel elle s'attaque : le peuple".

De son côté, le mouvement révolutionnaire, de sa propre initiative et à son propre rythme, continue à se renforcer politiquement et militairement, comme on a pu le constater à travers ses dernières actions, ajoute le commandant en chef de l'ORPA.

LES FORCES DE SECURITE EN ETAT D'ALERTE

Les forces de l'ordre sont déclarées en état d'alerte depuis le 14 décembre, en raison de l'augmentation des actions insurgées, a fait savoir le 18 le ministre de l'Intérieur Adolfo Lopez Sandoval. Cette mesure comprend une extension des opérations de contrôle des personnes et des véhicules.

INAUGURATION D' "UN VILLAGE MODELE"

Un nouveau "village modèle" a été inauguré le 22 décembre à Acul, dans la municipalité de Nebaj, département du Quiché (Nord-Ouest du pays). Le général Mejia Victores présidait l'inauguration, accompagné de son cabinet au complet et des membres du corps diplomatique.

On regroupe la population dans des "villages modèles" dans le cadre de la lutte contre-insurrectionnelle.

Le 16 décembre, une résolution de l'Assemblée Générale des Nations-Unies a demandé au régime guatémaltèque de s'abstenir d'effectuer des déplacements de population en masse.

INSURRECTION

ARMEE GUERILLERA DES PAUVRES

D'après un communiqué des Relations Publiques de l'armée, un affrontement a eu lieu entre les troupes officielles et l'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) dans le village El Quetzal, dans le département du Huehuetenango (Nord-Ouest du pays), le 19 décembre. L'armée n'a pas reconnu avoir perdu 3 hommes.

Un autre affrontement s'est produit le 22 décembre aux environs du village d'Acul, dans le département du Quiché, alors que le cabinet présidentiel et le corps diplomatique assistaient à l'inauguration d'un "village modèle". Le bureau des Relations Publiques de l'armée a reconnu la perte de deux soldats et un blessé grave durant le combat, qui pouvait être entendu par les participants à la cérémonie.

FORCES ARMEES REBELLES

Les Forces Armées Rebelles (FAR) ont fait savoir qu'elles ont infligé 86 pertes à l'armée et récupéré du matériel et des armes lors des affrontements survenus les 12 et 13 décembre dans le département du Peten (Nord du pays). Selon le commandant de guérilla, Nicolas Sis, plus de 30% des forces officielles engagées dans les combats ont été anéantis.

Le 18 les FAR ont occupé un tronçon de la route qui dessert la municipalité de Santa Anna, El Peten, où elles ont tenu une réunion politique avec les automobilistes qui empruntaient la route.

ORGANISATION DU PEUPLE EN ARMES

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a tendu une embuscade le 17 à un véhicule militaire, dans le département de Santa Rosa (Sud du pays) ; l'armée a perdu 5 hommes et le véhicule a été détruit.

En outre, l'ORPA assure avoir occupé entre les 14 et 17 décembre les plantations de café Filadelfia, Las Camelias, Bolivia et Baja Vista dans le département de Suchitepequez, le domaine Buenos Aires et la coopérative Alija dans le département de Santa Rosa.

Selon le communiqué de l'ORPA, le domaine Filadelfia servait de base d'opération à l'armée ; c'était un centre de tortures et un cimetière clandestin, raison pour laquelle toutes ses installations administratives ont été incendiées.

Le 22 décembre à 12 heures, un commando de l'ORPA a incendié l'annexe du Secrétariat aux Relations Publiques de la présidence, situé dans le 9^e district de la capitale. Le local était équipé d'un matériel de radio et de télévision moderne, utilisé pour les archives officielles.

Dans ce local, assure l'ORPA "on élaborait en grande partie la désinformation et la guerre psychologique, utilisées par l'armée pour tromper l'opinion nationale et internationale sur la réalité de notre pays".

Le 21 décembre, le général Mejia Victores avait enregistré un message politique dans ces installations.

L'équipement a été totalement détruit ; les pertes oscillent entre 500.000 et 2 millions de dollars selon les estimations.

COMMUNIQUE DE L'URNG

L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) a fait parvenir le 20 un communiqué par telex au journal "Prensa Libre" dans lequel elle assure avoir affronté les troupes de l'armée à 3 reprises entre les 10 et 17 décembre, dans les municipalités de San Antonio Suchitepequez, Taxisco et Sibinal, respectivement situées dans le Sud-Ouest, le Sud et l'Ouest du pays. Le journal ne précise pas le nombre de pertes survenues au cours des affrontements.

Les forces de l'URNG ont occupé 10 plantations de café importantes dans le Sud-ouest du pays, ainsi que le village de San Luis et un tronçon de la route de la municipalité de La Libertad, département du Peten.

UN CHEF MILITIAIRE : NOUS AVONS SUBI DES PERTES

Le sous-chef de l'état-major général de l'armée, le colonel Cesar Augusto Caceres, a reconnu le 18 décembre l'intensification des attaques des insurgés ces dernières semaines, ce qui, assure-t-il, correspond à un plan d'offensive de la guérilla.

"Nous avons peut-être subi des pertes, mais il est certain que nous leur avons aussi causé un certain nombre de morts", a déclaré le chef militaire.

E G L I S E

LE PAPE DEMANDE QUE L'ON RESPECTE LE PEUPLE GUATEMALTEQUE

Le Pape Jean-Paul II a demandé le 17 décembre "la restitution de la dignité de tous ceux qui souffrent de l'injustice, de la marginalisation et de la misère" au Guatemala. Selon lui, "pour consolider une paix authentique, il n'y a d'autres moyens que de respecter l'intégrité de ceux qui souffrent de la misère et de la répression".

Dans le discours prononcé en présence de José Alejandro Deutshmann Miron, nouvel ambassadeur du Guatemala au Vatican, le Pape a demandé que la situation "des circonscriptions ecclésiastiques actuellement privées de prêtres" soit normalisée. Il faisait allusion aux temples et aux centres religieux catholiques occupés par l'armée dans plusieurs régions du pays, où plusieurs sacerdotés ont été assassinés et plus de 100 contraints à l'exil depuis 1980, victimes de la violence officielle.

LA CONFERENCE EPISCOPALE CONDAMNE L'ASSASSINAT DU SEMINARISTE

La Conférence Episcopale du Guatemala a "énergiquement" condamné l'assassinat du séminariste Prudencio Garcia Mendoza, commis le 11 décembre par une patrouille militaire.

Bien que l'armée ait reconnu la participation des forces de l'ordre à l'assassinat, il n'y a eu jusqu'à présent aucune arrestation.

DROITS DE L'HOMME

ASSASSINES, ENLEVES, BLESSES

D'après diverses sources, 59 personnes au moins ont été victimes de la violence officielle entre les 16 et 22 décembre.

34 ont été assassinées, 16 enlevées et portées disparues (dont trois enfants de 10 ans, une lycéenne, deux prêtres évangélistes et un avocat), 9 blessées par balle.

Le sacerdote nord-américain Donald Joseph Haren a été arrêté par l'armée dans la municipalité de La Libertad, département du Peten. Après avoir été interrogé durant plusieurs heures, il a été remis aux autorités ecclésiastiques du département.

Eduardo Meyer, recteur de l'Université Nationale de San Carlos, a dénoncé "le maintien du climat d'insécurité, de violence et d'agression injustifiée" qui affecte l'université en annonçant la disparition des universitaires Leon Gudiel et Carlos Rolando Penagos Arrecis. "Nous déplorons que les autorités continuent à garder le silence devant nos requêtes".

LE GOUVERNEMENT NE RESPECTE PAS LE DROIT HUMANITAIRE

La résolution de la 38^e assemblée générale de l'ONU qui condamne le régime militaire guatémaltèque pour la violation des droits de l'homme dans le pays, reconnaît qu'il existe au Guatemala un conflit armé de caractère non international, dû à des facteurs économiques, sociaux et politiques. La résolution souligne que le gouvernement ne respecte pas les normes du droit international humanitaire. Ces propos ont été rapportés par les délégués de la Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque (RUOG) lors d'une conférence de presse donnée le 20 décembre à Mexico.

Les délégués ont également fait savoir que Mexico avait prouvé devant la troisième commission de l'ONU que les camps de réfugiés étaient exclusivement peuplés de paysans et que la guérilla n'opérait pas depuis le territoire mexicain.

ON ABUSE DES PATROUILLEURS CIVILS

Le 21, les patrouilleurs civils du département de Retalhuleu ont dénoncé au journal "El Grafico" le fait que les responsables des patrouilles les obligent à payer une rançon en échange de leur vie.

Les plaignants, qui veulent conserver l'anonymat par crainte des représailles, ont déclaré que les responsables des patrouilles (généralement des soldats ou des délégués de l'armée) les menacent de présenter des rapports défavorables sur leur comportement, ce qui pourrait leur causer de sérieux problèmes auprès de l'armée, y compris la mort.

Un porte-parole de l'armée a reconnu l'existence de la corruption et d'abus de pouvoir parmi les responsables des patrouilles civiles ; des mesures seront prises pour les contrôler.

UN CAMION MILITAIRE CAUSE LA MORT DE 8 PERSONNES

Un camion militaire, roulant trop vite, a écrasé plusieurs habitants de Santa Cruz del Quiché, provoquant la mort de 8 personnes et en blessant gravement 7 autres.

Le bureau des Relations Publiques de l'armée a reconnu les faits, mais le conducteur du véhicule n'a pas été inculpé ; aucun dédommagement n'a été proposé aux familles des personnes décédées dans l'accident.